



Lettre de la Commission Exécutive Nationale de la CGT-INRA à tous nos collègues qui ne voient pas les enjeux de la fusion INRA-IRSTEA

Lundi 11 juin 2018

Travaillant dans le domaine animal ou dans des centres de régions autres que celles couvertes par l'IRSTEA... certains peuvent se sentir moins concernés.

D'autres estiment que c'est une simple absorption de l'IRSTEA par l'INRA qui est visée, et que cela ne changera que faiblement leur travail ou leurs conditions de travail...

D'autres encore pensent que cela peut être une bonne chose de regrouper les deux instituts et considèrent que les garanties affichées par Ministères et PDGs sont suffisantes...

Cher(e)s collègues,

Ne vous y méprenez pas, le nouvel Institut censé naître de la disparition de l'INRA et de l'IRSTEA n'est-il pas une occasion rêvée pour le gouvernement de réviser de fond en comble, dans tous les secteurs et pour toutes les catégories, l'organisation, les missions, les règlements et droits et garanties afférents que nous avons actuellement à l'INRA ?

Tous les jours, le gouvernement Macron invente de nouvelles lois et mesures mettant à mal les services publics, de la SNCF aux hôpitaux en passant par pôle emploi. Partout les mêmes exigences invoquées de rentabilité, de compétitivité, de réduction des dépenses publiques, avec leur corollaire de suppression d'emplois de titulaires (120.000 dans le collimateur de « CAP2022 »), de liquidation du statut et de précarisation accentuée. Bref, le public c'est mal, vive le privé... qui bénéficie des aides correspondantes... tirées des finances publiques et de nos impôts !

La recherche agronomique serait un « havre de paix », préservé de cette volonté de réduction des dépenses et des emplois publics ? Qui peut être assez naïf pour le croire ? Concrètement, l'INRA affiche un déficit 2017 de 21 millions d'euros (annoncé au CA de Juin comme attribuable à GEFI !) tandis que l'IRSTEA est en déficit structurel chronique avec 92% de son budget affecté en continu à la masse salariale. Côté emplois, l'IRSTEA a perdu 79 postes Equivalents Temps Plein annuels Travaillés (ETPT) (soit 8 % de l'effectif) entre décembre 2013 et décembre 2016 tandis que l'INRA en perdait 266 (3,3%) durant la même période. Et on voudrait nous faire croire qu'une fusion à budget constant permettrait de faire autre chose qu'une répartition de la pénurie existant dans les deux établissements (EPST) ?! **A l'inverse, c'est bien d'une augmentation conséquente des budgets de fonctionnement et des emplois de titulaires des deux EPST dont les personnels INRA comme IRSTEAs ont besoin pour fonctionner !**

Cela, c'est de la « cuisine » rétorquent Ministères et PDGs, pour qui ce serait la « Science » qui serait au cœur de cette volonté de fusion. La « Science » ? Sans que soient données les conditions matérielles de son exercice en moyens de fonctionnement et en emplois de titulaires ? **Comment cela pourrait-il aboutir à autre chose que décider d'abandonner telle ou telle activité, d'origine IRSTEAs ou INRA, dès la fusion réalisée et l'accentuation de la pénurie constatée ?** Les Directeurs d'unité INRA sont ainsi placés dans une position très inconfortable : devoir plancher à toute vitesse sur la constitution de nouveaux départements à partir d'EFPA, EA, CEPIA, SAD, SAE2, MIA et des unités IRSTEAs. Beaucoup s'interrogent sur le devenir de thématiques, comme l'écologie des milieux aquatiques ou forestiers, comme sur le recentrage sur des objets très appliqués. Mais plus globalement, qui pourrait considérer, en toute conscience, que décider de faire basculer telle ou telle unité dans un département via des scénarios constitués à la va-vite, et sans avoir les clés en matière de financement et d'emplois, pourrait favoriser le développement des activités de recherche ? **La CGT-INRA invite les directeurs d'unités à utiliser tous les moyens à leur disposition pour bloquer toute décision précipitée fragilisant gravement notre dispositif.**

Syndicat National CGT-INRA
RN 10 – Porte de St Cyr
78210 Saint Cyr l'Ecole
Tél : 01.39.53.56.56
Mail : cgt@inra.fr

Mais surtout la « Science » a bon dos ! Elle permet de renvoyer à « plus tard », donc après la fusion réalisée, toutes les questions sociales, de fait considérées comme annexes... alors qu'elles concernent tous les personnels de l'AT au DR. Les « garanties » énoncées ne manquent pas : pas de fermetures de sites, maintien de deux sièges, pas de changement de configurations d'unités, pas de suppression d'emplois... jusqu'à la fusion !!! Les langues commencent néanmoins à se délier dans les diverses réunions se tenant actuellement : c'est bien une liquidation de l'INRA (et de l'IRSTEA) qui est en marche :

- **Les plus de 200 notes de service existantes à l'INRA devraient être revues... en quelques mois !** Or, nous savons qu'une majorité d'entre elles diffèrent entre INRA et IRSTEA, notamment sur des questions essentielles pour les personnels, entre autres :
 - ✓ Rifseep : A l'INRA, la mobilisation des personnels avec la CGT a verrouillé la modulation de la prime, les groupes de fonctions correspondant strictement aux grades et évoluant automatiquement lors des changements de grades sans appréciation aucune du directeur d'unité, ce qui n'est pas du tout le cas à l'IRSTEA où d'ailleurs la part variable (CIA) est également pleinement appliquée.
 - ✓ Sujétions : Pas de système de points de sujétions à l'IRSTEA mais une rémunération horaire forfaitaire.
 - ✓ Avancements et mobilités : Les CAPL et CCDD existant à l'INRA ne sont pas de mise à l'IRSTEA. Au moment où le gouvernement entend remettre complètement en cause le rôle des CAP pour les cantonner à un rôle strictement disciplinaire, comment ne pas penser que revoir la note de service correspondante ne viserait pas à limiter largement le rôle des CAP ?
 - ✓ Formation : La politique de formation permanente obtenue à l'INRA en dérogation de la Fonction Publique, en particulier sur le compte individuel de formation, ne pourrait qu'être remise en cause.
- **La mutualisation serait un « plus » aux dires du DGDA INRA ! Visés en priorité, les personnels des services d'appui** alors qu'ils sont en grave sous-effectifs dans les 2 EPST ; à l'INRA avec GEFI (qui n'existe pas à l'IRSTEA !), à l'IRSTEA avec un audit sur le mal-être au travail dans les services d'appui ! Une **mutualisation des gestionnaires d'unité dans le cadre de pools administratifs** serait ainsi à l'étude. **Les personnels des UE, des plates-formes techniques ont toutes les chances d'être les suivants !**
- **Pas de fermetures de sites mais...** déjà le site IRSTEA de Nogent/Vernisson devrait se « rapprocher » très vite de l'INRA et les personnels de Recherche IRSTEA d'Antony devraient rejoindre Saclay mais sans qu'on sache bien dans quel bâtiment.

*C'est donc bien NOUS TOUS,
de toutes les catégories, de tous les départements et centres, titulaires comme précaires,
qui sommes concernés par cette tentative de fusion à marche forcée.*

Plus de 1600 agents INRA et IRSTEA ont déjà exigé par pétition, avec les syndicats CGT et SUD de l'INRA et les syndicats CGT, SUD et FO de l'IRSTEA, un moratoire immédiat de ce processus frénétique que veulent imposer Ministères et PDGs. Ces mêmes Ministères et PDGs refusent d'entendre la demande montant des personnels, les motions majoritaires (INRA) ou unanimes (IRSTEA) des comités techniques, et parlent d'un **pré-rapport en juillet pour un rapport final de fusion au 1^{er} Octobre 2018. Il faut les en empêcher !** Ne soyons pas dupes : quelle urgence « scientifique » justifierait un tel calendrier ?

La CGT-INRA appelle les personnels à renforcer la signature de la pétition intersyndicale, à se rassembler en Assemblées Générales dans les centres et à interpellier les présidents de centre pour exiger un moratoire immédiat du processus de fusion.

***Solidaires, déterminés, engagés :
Ne vous demandez pas ce que fait la CGT, faites-la.
Rejoignez-nous !***

